



L'assureur-crédit Coface a mis en exergue, dans son bilan annuel par pays, la solidité des performances de l'économie algérienne durant l'année 2013, lui accordant la notation A4 pour l'évaluation du pays et B pour l'environnement des affaires.

La Coface révèle dans son bilan un léger rebond de la croissance de l'économie algérienne, toujours tirée principalement par le secteur des hydrocarbures et la dépense publique, apprend-on mardi auprès du groupe français.

Moins forte que prévu en 2012 en raison notamment d'une conjoncture internationale peu favorable, la croissance du pays est susceptible de rebondir légèrement en 2013 grâce à une augmentation modérée de la production d'hydrocarbures et à la poursuite du vaste programme d'investissements publics (construction de logements, de routes et de voies ferrées), ajoute-t-on.

Par ailleurs, la hausse des salaires dans le secteur public ainsi que les subventions des produits de base permettront de soutenir la consommation des ménages, alors que la progression des investissements privés pourrait être encore lente en raison d'une insuffisance de financement.

L'inflation devrait s'atténuer par le biais de plafonnements des prix de produits alimentaires, d'une baisse des droits de douane sur ces produits et d'une meilleure gestion de leur distribution.

Faible endettement public et solide position financière extérieure

En dépit de la hausse des revenus pétroliers - représentant plus de 70% des recettes de l'Etat - le déficit budgétaire s'est accru en 2012, en raison de l'augmentation des dépenses (salaires du secteur public, mesures sociales, modernisation des infrastructures).

De ce fait, la vulnérabilité des comptes publics aux prix des hydrocarbures s'est accrue. Le déficit budgétaire devrait, cependant, baisser en 2013 grâce à une gestion plus prudente, avec l'assainissement prévu des dépenses courantes et la hausse des recettes hors hydrocarbures, a souligné la COFACE.

En outre, les revenus des hydrocarbures placés dans le Fonds de régulation des recettes permettront de financer ce déficit, et le pays bénéficie d'un faible endettement public.

Grâce aux exportations d'hydrocarbures - représentant plus de 95% des recettes en devises - et à des cours devant rester élevés, les balances commerciale et courante seront encore excédentaires en 2013, malgré un effritement.

Ces exportations sont soutenues par la mise en service, depuis 2011, du gazoduc Medgaz entre l'Algérie et l'Espagne, d'unités de gaz naturel liquéfié, en 2012, ainsi que par des capacités additionnelles de production de pétrole dès 2013.

Par ailleurs, les importations resteront limitées par les mesures restrictives prises par les autorités depuis 2009, en dépit d'importants achats de blé, dont l'Algérie est l'un des plus gros importateurs au monde, et de biens d'équipement liés au développement des infrastructures.

Le bilan annuel de la COFACE également relevé que les importantes réserves de change de près de 192 milliards de dollars soit près de trois ans d'importations renforcent une situation financière extérieure déjà solide.

Afin de diversifier ses avoirs, l'Algérie a apporté fin 2012 une contribution de 5 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI). Le pays entend également ainsi s'affirmer sur la scène internationale, dans le contexte de son laborieux processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce.

De plus, la politique active de désendettement extérieur, via notamment l'interdiction pour les entreprises d'emprunter à l'étranger, maintient le ratio dette/PIB à un niveau très faible (3%).

Par ailleurs, des restrictions visant les importations et les investissements étrangers, dans le but de protéger l'économie du pays et de promouvoir les industries nationales, ont été introduites par la loi de finances complémentaire de 2009 et globalement reconduites depuis, en dépit de quelques assouplissements.

Selon l'assureur crédit, le cadre des affaires paraît donc désormais stabilisé, mais reste peu propice à l'expansion du secteur privé et des investissements étrangers, et s'y ajoute l'inadaptation du secteur bancaire.

Filiale de la banque Natixis, la banque de financement, de gestion et de services financiers de BPCE (Banque populaire Caisses d'épargne), la Coface contribue au développement de 35.000 entreprises dans le monde dont elle veille au développement et couvre les risques dans 200 pays.

[APS](#)